

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	17.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Arbeitslosenversicherung (ALV), Epidemien
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Studien / Statistiken
Datum	01.01.1965 - 01.01.2022

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Benteli, Marianne
Caroni, Flavia
Heidelberger, Anja
Meyer, Luzius
Porcellana, Diane

Bevorzugte Zitierweise

Benteli, Marianne; Caroni, Flavia; Heidelberger, Anja; Meyer, Luzius; Porcellana, Diane
2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Arbeitslosenversicherung (ALV),
Epidemien, Studien / Statistiken, 1990 - 2020*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für
Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am
17.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Sozialpolitik	1
Bevölkerung und Arbeit	1
Arbeitsmarkt	1
Gesundheit, Sozialhilfe, Sport	4
Medikamente	4
Epidemien	4
Sozialversicherungen	7
Arbeitslosenversicherung (ALV)	8

Abkürzungsverzeichnis

AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
SECO	Staatssekretariat für Wirtschaft
BFS	Bundesamt für Statistik
BAG	Bundesamt für Gesundheit
BIT	Bundesamt für Informatik und Telekommunikation
ALV	Arbeitslosenversicherung
EU	Europäische Union
IV	Invalidenversicherung
EDI	Eidgenössisches Departement des Inneren
WHO	World Health Organization
BIP	Bruttoinlandsprodukt
EWR	Europäischer Wirtschaftsraum
NFP	Nationales Forschungsprogramm
KVG	Bundesgesetz über die Krankenversicherungen
AIDS	Acquired Immune Deficiency Syndrome
HIV	Humanes Immundefizienz-Virus
WBF	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
IAO	Internationale Arbeitsorganisation
AHS	Aids-Hilfe Schweiz
SRK	Schweizerisches Rotes Kreuz
BIGA	Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit
GRSV	Gesamtrechnung der Sozialversicherungen
RAV	Regionale Arbeitsvermittlungszentren
KAE	Kurzarbeitsentschädigung

AVS	Assurance-vieillesse et survivants
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
OFS	Office fédéral de la statistique
OFSP	Office fédéral de la santé publique
OFIT	Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication
AC	assurance-chômage
UE	Union européenne
AI	Assurance-invalidité
DFI	Département fédéral de l'intérieur
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PIB	Produit intérieur brut
EEE	l'Espace économique européen
PNR	Programme national de recherche
LAMal	Loi fédérale sur l'assurance-maladie
SIDA	Syndrome de l'immunodéficience acquise
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
DEFR	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
BIT	Bureau International du Travail
ASS	Aide Suisse contre le Sida
CRS	Croix-Rouge suisse
OFIAMT	Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail
CGAS	Compte global des assurances sociales
ORP	Offices régionaux de placement
RHT	Indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail

Allgemeine Chronik

Sozialpolitik

Bevölkerung und Arbeit

Arbeitsmarkt

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 05.09.2006
MARIANNE BENTELI

Bund und Kantone wollen in einem gemeinsamen Projekt, IIZ-MAMAC, **Personen mit Mehrfachproblematik** rascher wieder in den Arbeitsmarkt zurückführen. Ausgerichtet ist das Projekt auf Personen, bei welchen unklar ist, ob sie krank sind, weil sie keine Arbeit haben, oder ob sie keine Arbeit haben, weil sie krank sind. Weil in solchen Fällen meist auch nicht abschliessend beurteilt werden kann, ob die Arbeitslosenversicherung, die Invalidenversicherung oder die Sozialhilfe zuständig ist, ziehen sich die Abklärungen der zum Teil komplexen Ursachen in die Länge, und es besteht die Gefahr, dass die Betroffenen von einer Institution zur nächsten weitergereicht werden («Drehtüreffekt»). Während dieser Zeit verschärfen sich die Probleme oder sie verfestigen sich. Im Rahmen der interinstitutionellen Zusammenarbeit (IIZ) von Arbeitslosenversicherung (**ALV**), Invalidenversicherung (**IV**) und **Sozialhilfe** werden jetzt Strukturen geschaffen, die es ermöglichen, möglichst rasch die Situation umfassend und für alle drei Institutionen zu analysieren und mit einem verbindlichen Integrationsplan festzulegen, welche Massnahmen für eine Reintegration in den Arbeitsmarkt nötig sind. Im Rahmen einer engen Zusammenarbeit mit den Kantonen sollen Erfahrungen aus dem praktischen Vollzug einfließen und Unterschiede kantonaler Vollzugsstrukturen in der Konzeption berücksichtigt werden.¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2015
DIANE PORCELLANA

Le **taux de chômage** moyen, selon la définition du SECO, s'établit à **3.2% en 2015**. Par rapport à l'année précédente, il y a eu une hausse de 0.2 point de pourcentage. Il s'est réduit de janvier à mai, passant de 3.4% à 3%, et s'est stabilisé jusqu'en août. Il a augmenté dans les derniers mois de l'année, jusqu'à atteindre 3.5% en décembre. A la fin de l'année, 158'629 personnes sont au chômage.

Au niveau régional, le taux de chômage a progressé de 0.2 point de pourcentage par rapport à 2014 en Suisse alémanique, s'inscrivant à 2.7%. En Suisse latine, il a atteint 4.4%, soit une augmentation de 0.1 point de pourcentage. Il est resté stable dans les cantons d'Obwald et de Bâle-Campagne, a reculé à Uri, à Glaris, en Appenzell Rhodes-Intérieures, au Tessin, et a crû dans le reste des cantons. Genève est en tête avec un taux de 5.6% (+0.1 point de pourcentage par rapport à 2014). Neuchâtel arrive en seconde position avec 5.3% (+0.2 point de pourcentage). Uri et Appenzell Rhodes-Intérieures occupent la dernière place avec un taux de 1% (-0.1 point de pourcentage pour les deux).

Au regard de la nationalité, le chômage des Suisses a légèrement augmenté (+0.1 point de pourcentage) et se situe à 2.3%. Du côté des étrangers, il s'élève à 5.8% (+0.3 point de pourcentage). Selon la composante de l'âge, le chômage chez les jeunes est de 3.4% (+0.1 point de pourcentage) et équivaut à celui de la tranche d'âge des 25-49 ans. Chez les 50 ans et plus, il se trouve à 2.6% (+0.1 point de pourcentage).

Finalement, concernant les branches économiques, l'hôtellerie et la restauration présentent le taux le plus élevé avec 7.4% (+0.1 point de pourcentage). Le secteur des montres enregistre la plus grande hausse, soit de 1.5 point de pourcentage. Le chômage au sein de la branche «cuir et chaussures» voit son taux reculer de 0.5 point de pourcentage. L'agriculture, la sylviculture et la pêche restent le secteur d'activité avec le plus faible taux de chômage (1.2%), malgré une hausse de 0.1 point de pourcentage.²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2016
DIANE PORCELLANA

Malgré la croissance économique, **le chômage a augmenté en 2016** par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage moyen s'est établi à 3.3% (+0.1 point de pourcentage par rapport à 2015). De janvier à juin, il est passé de 3.6% à 3.1%, puis est resté constant en juillet. Le nombre de chômeurs a diminué de 24'500 personnes. Entre août et octobre, le taux de chômage était stable et avoisinait les 3.2%. Il a grimpé à partir de novembre (3.3%) et particulièrement en décembre en raison des facteurs saisonniers (3.5%). Le nombre de chômeurs a augmenté durant la seconde moitié de l'année de 20'000 personnes. A la fin de l'année, les statistiques du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) ont ainsi recensé 159'372 personnes au chômage. La moyenne annuelle du chômage a progressé de 0.2 point de pourcentage en Suisse alémanique, s'inscrivant à 2.9%. Elle est restée inchangée en Suisse romande et au Tessin, soit 4.4%. Au niveau cantonal, le taux de chômage a progressé dans 17 cantons (ZH, BE, LU, SZ, OW,

GL, ZG, SO, BS, BL, SH, AI, SG, AG, TG, NE, JU), a reculé dans 5 cantons (GE, VS, TI, GR, AR) et est resté inchangé dans 4 cantons (VD, FR, UR, NW). Neuchâtel figure, cette fois en tête, avec un taux de chômage annuel moyen de 5.8% (+0.5 point de pourcentage par rapport à 2015), suivi de Genève (5.5%; -0.1point de pourcentage), Vaud (4.7%; inchangé). En Suisse alémanique, les cantons de Bâle-Ville (3.9%; +0.2 point de pourcentage) et Zurich (3.7%; +0.3 point de pourcentage) sont les plus touchés, suivis de Schaffhouse (3.3%; +0.1 point de pourcentage). Le Tessin enregistre un taux de chômage de 3.5%, soit une réduction de 0.2 point de pourcentage. Uri (1%; inchangé) et Obwald (1%; +0.1 point de pourcentage) jouissent des plus faibles taux. La moyenne annuelle du taux de chômage des Suisses au cours de l'année sous revue (2.4%) a légèrement augmenté (+0.1 par rapport à 2015), tandis que celle des étrangers a enregistré une hausse de 0.2 point de pourcentage et s'élève désormais à 6%. Le taux de chômage moyen chez les jeunes de 15 à 24 ans est resté constant, soit à 3.4%. Dans la tranche d'âge des 25 à 49 ans, les 25 à 29 ans et les 30 à 34 ans ont été les plus touchés, avec des taux de chômage respectifs de 4.2% et de 4.1% (+0.2 point de pourcentage dans les deux classes). Le taux de chômage des 50 ans et plus est, avec 2.8%, en deçà du taux de chômage national (3.3%). Le secteur secondaire, avec 4.4%, a connu une hausse de 0.3 point de pourcentage du taux de chômage. Le secteur tertiaire augmente de 0.1 point de pourcentage et se situe à 3.4%. Le secteur primaire voit son taux toujours à 1.2%. Les branches «cuir, chaussures» et «montres» enregistrent la plus grande hausse de taux de chômage (respectivement +1.9 et +1 point de pourcentage). La branche «hôtellerie et restauration» représente toujours la branche avec le plus de chômage, à savoir 7.4%.

Selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), le taux de chômage moyen annuel est passé de 4.8%, en 2015, à 4.9% en 2016. La population non issue de la migration présente un taux de 3%; c'est 2.6 fois moins que la population issue de la migration (7.8%). Au 4e trimestre 2016, 224'000 personnes étaient au chômage en Suisse selon la définition du BIT, soit 11'000 de moins qu'un an auparavant. Sur la même période, le taux de chômage a diminué, passant de 4.9% à 4.6%. Entre les 4e trimestres 2015 et 2016, le taux de chômage a également reculé dans l'Union européenne (UE) de 9.1% à 8.2% et dans la zone Euro de 10.6% à 9.7%.³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.12.2017
DIANE PORCELLANA

Le SECO a mené une **enquête** en ligne, auprès de 36'000 demandeurs d'emploi, **au sujet des prestations de services des ORP et des caisses de chômage**, dans le cadre de l'accord axé sur les résultats conclu entre le DEFR et les gouvernements cantonaux sur la mise en œuvre de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) et de la loi sur le service de l'emploi et la location de services (LSE). Environ 80% des personnes interrogées sont satisfaites, globalement, des prestations de service des ORP. Parmi les plus satisfaisantes figurent le travail d'information, les efforts fournis par les conseillères et conseillers en personnel dans la recherche rapide d'un travail, la procédure d'inscription et l'amabilité des conseillères et conseillers. Les mesures du marché du travail ne répondent pas aux souhaits d'un quart des participantes et participants. Concernant les caisses de chômeurs, 85% des demandeuses et demandeurs d'emploi bénéficiant de l'assurance-chômage se déclarent satisfaits des prestations, notamment de la régularité des versements des allocations de chômage, des réponses à leurs requêtes ou de l'amabilité des collaboratrices et collaborateurs. Les résultats du sondage révèlent des mécontentements au niveau de la disponibilité téléphonique des caisses de chômage ou du délai d'attente du premier versement d'allocation chômage. Le nouveau système de paiement des caisses de chômage et le développement des applications de la cyberadministration permettront d'optimiser la qualité des prestations des caisses de chômage. La prochaine enquête se déroulera en 2020.⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2017
DIANE PORCELLANA

En **2017, le taux de chômage moyen a atteint 3.2%**, soit une baisse de 0.1 point de pourcentage par rapport à 2016. La forte croissance et la consolidation progressive de la conjoncture expliquent l'amélioration. Après une diminution du taux de chômage de janvier à juin (3.7% à 3%), il a augmenté dès novembre en raison des facteurs saisonniers (novembre: 3.1%; décembre: 3.3%). A la fin de l'année, selon les chiffres du Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), 146'654 personnes étaient au chômage. Le taux de chômage s'établit à 2.8% (-0.1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente) pour la Suisse alémanique, et à 4.2% (-0.2 point de pourcentage) pour la Suisse latine.

Cette année encore, la Suisse alémanique est la région la moins touchée par le chômage. Aucun canton n'a vu sa situation se dégrader, 19 cantons enregistrent une baisse du taux (ZH, BE, LU, OW, GL, SO, BS, BL, SH, AI, SG, GR, AG, TG, TI, VD, VS, NE,

GE). Glaris et le Valais jouissent du plus fort recul (-0.3 point de pourcentage; taux de chômage 2017: 2.1%). A nouveau, le canton de Neuchâtel figure en tête (taux de chômage: 5.6%), suivi par Genève (5.3%). A l'opposé, les cantons d'Obwald et d'Appenzell Rhodes-Intérieures ont le taux de chômage le plus bas avec 0.9%.

La moyenne annuelle du taux de chômage des Suisses se dresse à 2.3% (-0.1 point de pourcentage). Le recul est plus marqué pour les étrangers (-0.3 point de pourcentage; 5.7%). Le classe d'âge des 15-24 ans, avec son taux de chômage à 3.1% (-0.3 point de pourcentage), passe sous la barre de la moyenne nationale. Chez les 25-49 ans, le taux s'inscrit à 3.4% (-0.2 point de pourcentage) et chez les 50 ans et plus, à 2.8%. La branche «Hôtellerie et restauration» souffre le plus du chômage, avec un taux de 7.1% (-0.3 point de pourcentage). La plus grande baisse de chômage se trouve dans les sous-branches «Horlogerie» et «Electrotechnique, électronique, montres et optique» (-1.1 point de pourcentage).

Selon la définition du Bureau international du travail (BIT), le taux de chômage moyen annuel est de 4.8% (-0.1 point de pourcentage par rapport à 2016). Lors du dernier trimestre 2017, 222'000 personnes étaient au chômage en Suisse, soit 2'000 de moins que l'année précédente. Le taux de chômage s'est contracté de 4.6% à 4.5% entre les 4es trimestres 2016 et 2017. Cette tendance s'est également observée dans l'Union européenne (2016: 8.3%; 2017: 7.4%) et dans la zone Euro (2016: 9.8%; 2017: 8.8%). Le taux de chômage s'est accru chez les Suisses (+0.2 point de pourcentage; 3.5%), mais a diminué chez les personnes de nationalité étrangère (2016: 8.3%; 2017: 7.5%).⁵

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.2018
DIANE PORCELLANA

Le taux de chômage annuel moyen en 2018 était de 2.6%, un recul de 0.6 point de pourcentage par rapport à 2017. D'après les chiffres du SECO, le nombre de personnes au chômage est passé de 149'161 à 106'052 de janvier à juillet. En fin d'année, le nombre de chômeurs n'est remonté que d'un tiers de la baisse (13'600 personnes), pour atteindre 119'661 individus concernés fin décembre. Au cours de l'année sous revue, le niveau de chômage est revenu aussi bas qu'avant la crise de 2008. La baisse du chômage en 2017 et 2018 ne peut être qu'en partie imputée à une bonne conjoncture, puisqu'il y a eu une modification de la pratique d'enregistrement du chômage – un travailleur au bénéfice de trois mois de salaire payés suite à son licenciement n'est comptabilisé dans les statistiques du chômage qu'à l'issue de ces trois mois. Chez les jeunes, le taux de chômage a reculé de 0.7 point de pourcentage en 2018, pour atteindre les 2.4%. Du côté des seniors actifs, une diminution de 0.3 point de pourcentage a été observée. Le taux de chômage a régressé, à 2.5%.

Selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), le taux de chômage moyen annuel était de 4.7% (-0.1 point de pourcentage par rapport à 2017). Au quatrième trimestre 2018, 227'000 personnes étaient au chômage, une hausse de 4'000 personnes par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage a augmenté de 0.1 point de pourcentage entre les 4es trimestres 2017 et 2018 (de 4.5 à 4.6%), alors qu'il s'est contracté dans l'Union européenne (de 7.3% à 6.6%) et dans la zone Euro (8.7% à 8%). Il est resté constant chez les Suisses (3.5%) et les personnes de nationalité étrangère (7.5%).⁶

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.2019
DIANE PORCELLANA

En 2019, le taux de chômage moyen était de 2.3%. Il a reculé de 0.2 point de pourcentage par rapport à 2018. Entre janvier et juin, le nombre de personnes au chômage est passé de 123'962 à 97'722. Il n'était plus passé au-dessous de la barre des 100'000 personnes depuis septembre 2008. Toutefois, il n'a cessé de croître en fin d'année, pour atteindre 117'277 chômeuses et chômeurs. S'agissant des jeunes, le taux de chômage moyen s'est résorbé et s'élève à 2.2% (2018: 2.5%; -0.3 point pourcentage par rapport à 2018). Le taux de chômage moyen des seniors actifs équivaut à celui des jeunes (2018: 2.4%; -0.2 point de pourcentage). Aussi bien la Suisse alémanique (2018: 2.2%; 2019: 1.9%) que la Suisse latine (2018: 3.5%; 2019: 3.2%) ont connu une diminution du taux de chômage de 0.3 point de pourcentage par rapport à 2018. Alors que le canton d'Uri a été confronté à une augmentation de 0.3 point de pourcentage entre 2018 et 2019 (de 0.8% à 1.1%), Appenzell Rhodes-Extérieures (de 1.5% à 1.6%) et Appenzell Rhodes-Intérieures (de 1% à 1.1%) ont eu une progression plus faible de 0.1 point de pourcentage. Le chômage s'est réduit dans tous les autres cantons, sauf à Obwald où il est resté stable (0.7%). En tête des cantons les plus touchés, Genève (de 4.3% à 3.9%) occupe dès à présent la première place autrefois occupée par Neuchâtel (de 4.5% à 3.5%). Toujours selon les données du SECO, le chômage des Suisses est passé de 1.9% à 1.7%; celui des personnes étrangères de 4.4% à 4%.

Selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), le taux de chômage moyen annuel était 4.4% (-0.3 point de pourcentage par rapport à 2018). Au quatrième

trimestre 2019, 192'000 personnes étaient au chômage, une réduction de 34'000 personnes par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage a diminué de 0.7 point de pourcentage entre les quatrièmes trimestres 2018 et 2019 (de 4.6% à 3.9%). Il s'est aussi contracté dans l'Union européenne (de 6.6% à 6.2%) et dans la zone Euro (7.9% à 7.5%). Il a diminué chez les Suisses (de 3.5% à 3%) et chez les personnes de nationalité étrangère (de 7.5% à 6.3%).⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2020
DIANE PORCELLANA

Année marquée par la crise du Covid-19, le **taux de chômage** annuel moyen **2020** s'est élevé à 3.1%, soit une hausse de 0.8 point de pourcentage par rapport à 2019. Toujours en moyenne annuelle, 145'720 personnes se sont retrouvées au chômage (+ 38'788 personnes par rapport à 2019; + 36.3%) et 230'017 en demande d'emplois (+48'219 personnes; + 26.5%). Le nombre de chômeurs et de demandeurs d'emploi inscrits a fortement augmenté dès la mi-mars. Dès le mois de juin, le nombre de demandeurs d'emploi progressait légèrement et de faibles baisses ponctuelles du nombre de chômeurs ont été observées. Fin décembre 2020, 46'268 personnes de plus qu'en décembre 2019 étaient au chômage (+ 39.5%, 163'545 personnes au 31 décembre 2020); 67'363 personnes supplémentaires en demande d'emploi (+ 34.9%, 260'318). S'agissant des catégories d'âge, le taux de chômage des jeunes (15 à 24 ans) a grimpé d'un point de pourcentage, pour atteindre une moyenne annuelle de 3.2%. Du côté des actifs seniors (50 à 64 ans), celle-ci avoisine 2.9% (+ 0.7 point de pourcentage par rapport à 2019).

La hausse du chômage a pu être en partie freinée par le recours massif à l'indemnité en cas de réduction de l'horaire de travail (RHT). Si en février ils étaient 5'045 bénéficiaires de l'indemnité, ils étaient plus d'un million en mars et 1.3 million en avril. Après l'assouplissement des mesures sanitaires, plus que 219'388 travailleurs et travailleuses touchaient l'indemnité en octobre. En fin d'année, le nombre de bénéficiaires est reparti à la hausse en raison de la deuxième vague de la pandémie et des mesures prises pour y remédier.

Selon la définition du Bureau international du Travail (BIT), au quatrième trimestre 2020, 246'000 personnes étaient au chômage, soit 54'000 personnes en plus par rapport à l'année précédente. Le taux de chômage a augmenté d'un point de pourcentage entre les quatrièmes trimestres 2019 et 2020 (de 3.9% à 4.9%). La même tendance a été observée dans l'Union européenne (de 6.6% à 7.5%) et dans la zone Euro (passant de 3% à 3.8%); pour les Suisses (de 6.3% à 7.9%) et pour les personnes de nationalité étrangère (de 6.3% à 7.9%).⁸

Gesundheit, Sozialhilfe, Sport

Medikamente

Mit 591 Fällen lag die Zahl der gemeldeten **HIV-Diagnosen** im Jahr 2009 über einen Fünftel unter derjenigen des Vorjahres. Dies war der tiefste Wert seit fast 10 Jahren. Bei homosexuellen Männern war der Rückgang laut dem Bundesamt für Gesundheit am stärksten. Den Höchststand an Ansteckungen hatte das BAG 2002 mit 794 Diagnosen vermeldet. Für den Rückgang konnte das BAG keine schlüssige Erklärung abgeben. In Bezug auf das Risiko- oder Schutzverhalten seien in der Bevölkerung keine grösseren Änderungen festgestellt worden.⁹

Epidemien

Es gibt erste Anzeichen dafür, dass die Schätzungen für die weitere Verbreitung von **AIDS** zu hoch waren: Im Berichtsjahr wurden **459 neue Krankheitsfälle** registriert – 850 waren projiziert worden. Das Bundesamt für Gesundheitswesen (BAG) warnte aber, diese scheinbare Abflachung der Kurve dürfe nicht zu euphorischer Stimmung oder einem Nachlassen der Präventionsbemühungen verleiten, da allenfalls auch ein Meldeverzug oder fehlende Meldungen zu dieser Diskrepanz zwischen erwarteten und erfassten Fällen geführt haben könnten.¹⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 02.02.2010
LUZIUS MEYER

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.01.1990
MARIANNE BENTELI

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.01.1991
MARIANNE BENTELI

Von den rund 3500 Frauen und Männern, die durchschnittlich die Schweizer **Strafanstalten** belegen, sind zwischen 10 Prozent und 15 Prozent HIV-positiv. Wie aus einer **Studie** des BAG hervorging, sind die Strafgefangenen aber über **AIDS** nur ungenügend informiert. Das BAG rügte, dem Ansteckungsrisiko über gebrauchte Spritzen, die in Haftanstalten erwiesenermassen zirkulierten, werde zu wenig Rechnung getragen und die Häftlinge würden kaum zum Thema «safer sex» aufgeklärt.¹¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 07.05.1991
MARIANNE BENTELI

Die **Stop-AIDS-Kampagnen des BAG** zeigen Wirkung: Der Gebrauch von Präservativen ist seit 1987 sprunghaft angestiegen; zudem verzichteten offenbar immer mehr Jugendliche auf häufigen Partnerwechsel. Zu diesem Schluss kam der **dritte Evaluationsbericht** über die Wirksamkeit der getroffenen Massnahmen. Mit Genugtuung vermerkte der Bericht zudem, dass die wichtigsten Übertragungswege des HI-Virus (Sexualkontakte und Spritzentausch) in der ganzen Bevölkerung gut bekannt sind. Was die Drogenabhängigen betrifft, so scheinen sie von der gefährlichen Mehrfachverwendung gebrauchter Spritzen abzusehen, sofern entsprechendes sauberes Material zugänglich ist. Die Gesundheitsbehörden erachteten deshalb die freie Spritzenabgabe an Drogensüchtige für nötiger denn je.¹²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 10.10.1991
MARIANNE BENTELI

Im Rahmen des Nationalen Forschungsprogramms «Die Gesundheit des Menschen in seiner heutigen Umwelt» (NFP 26) widmeten sich verschiedene interdisziplinäre Untersuchungen dem Ausmass, den Mechanismen und den Auswirkungen der **gesellschaftlichen Ausgrenzung von HIV-Infizierten und AIDS-Kranken**. Fazit der Studien war, dass dieses Thema nur zusammen mit der wachsenden Intoleranz gegenüber den Randgruppen ganz allgemein angegangen werden kann. Im November 1991 lief eine vom BAG und der Stiftung zur Förderung der Aidsforschung unterstützte Studie zur Frage an, ob bei HIV-Positiven Ausbruch und Verlauf der Krankheit von virusunabhängigen Faktoren beeinflusst werden. Im Zentrum des Interesses stehen zusätzliche Faktoren, welche die Funktionsweise des Immunsystems beeinträchtigen können, wie etwa Stress, Konsum von Drogen oder Alkohol, mangelhafte Ernährung und Rauchen.¹³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.11.1991
MARIANNE BENTELI

Das Schweizerische Rote Kreuz (SRK) und sein Blutspendedienst übernahmen die Mitverantwortung für die rund 200 bis 300 Bluter und Transfusionsempfänger, die durch **HIV-verseuchte Blutkonserven** mit dem Virus angesteckt worden sind. Zusätzlich zum bestehenden Notfall-Fonds wurden Rückstellungen von CHF 1 Mio. für AIDS-Betroffene getätigt. Das SRK betonte, dass sich in der Schweiz im Vergleich zum Ausland bedeutend weniger HIV-Infektionen auf diesem Weg ereignet hätten. Ein Grossteil der Infizierungen sei vor Mitte 1985 erfolgt, zu einem Zeitpunkt also, da noch keine Möglichkeit bestand, sämtliche Blutspenden auf eine eventuelle HIV-Positivität hin zu kontrollieren.¹⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1991
MARIANNE BENTELI

1991 sind in der Schweiz **615 neue Fälle von AIDS-Erkrankungen** registriert worden, ein Drittel mehr als im Vorjahr. Immer häufiger sind auch Heterosexuelle von der Immunschwächekrankheit betroffen. Seit 1983, dem Beginn der Erfassung von AIDS-Erkrankungen, starben 1378 Menschen an den Folgen der HIV-Infektion, davon allein 429 im Berichtsjahr. Aufgrund der gemeldeten positiven Bluttests und der angenommenen Dunkelziffer schätzte das BAG den Anteil der HIV-Positiven an der Gesamtbevölkerung auf zwei bis vier Promille, womit die Schweiz nach wie vor Spitzenreiter in Europa ist.¹⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 23.06.1992
MARIANNE BENTELI

Die Weltgesundheitsorganisation WHO bezeichnete die **Schweizer AIDS-Prävention als sehr erfolgreich**. Dank intensiver Aufklärung habe sich der Gebrauch von Kondomen stark erhöht, bei den Jugendlichen beispielsweise von 17 auf 73 Prozent. Zudem sei es gelungen, nicht nur die Risikogruppen, sondern auch die breite Bevölkerung anzusprechen. Besonderes Lob erhielt dabei die Stop-Aids-Informationskampagne des BAG und der «Aids Hilfe Schweiz» (AHS). Als weltweit einmalig bezeichneten die Fachleute die fortgesetzte Evaluation aller präventiven Massnahmen, deren Auswertung und Einbezug in neue Kampagnen. Anlass zur Kritik gaben hingegen die föderalistischen Strukturen, welche die Umsetzung der Prävention insbesondere im Bereich der Drogenpolitik teilweise behinderten.¹⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1992
MARIANNE BENTELI

Im Berichtsjahr wurden **651 AIDS-Neuerkrankungen** registriert, 46 mehr als im Jahr zuvor. Zunehmend ist die Zahl der durch heterosexuelle Kontakte infizierten Personen, wobei der Anstieg bei den Frauen besonders markant ist. Nach wie vor bilden Drogensüchtige die am meisten betroffene Gruppe (39.5% aller Erkrankungen), gefolgt von jener der homo- und bisexuellen Männer (38.6%). Gesamthaft gesehen flachte die Zunahme der Fälle 1992 jedoch leicht ab. Der Grund für diese Entwicklung lässt sich gemäss BAG nicht eindeutig feststellen. Sowohl von HIV-Positiven benutzte Medikamente als auch die Informationskampagnen des Bundes könnten eine Rolle gespielt haben. Von 1983 bis zum Ende des Berichtsjahrs erkrankten insgesamt 2'879 Menschen an AIDS; 1'916 sind bereits an der Immunschwächekrankheit verstorben. Seit 1985 meldeten die Laboratorien 17'112 HIV-positive Testergebnisse.¹⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 21.04.1993
MARIANNE BENTELI

Laut einer **Umfrage** des BAG haben sich bis Herbst 1992 in der Schweiz fast die Hälfte aller Einwohnerinnen und Einwohner im Alter von 17 bis 45 Jahren einem oder mehreren **AIDS-Tests** unterzogen. Damit liegt der Anteil der getesteten Personen (47%) erheblich höher als in anderen Ländern (Frankreich 22.2%, Grossbritannien 15.3%). Mit 55 Prozent liessen sich die Männer deutlich mehr testen als die Frauen (39%), was unter anderem auf die Tests bei der Blutspende im Militärdienst zurückgeführt wurde.¹⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.04.1993
MARIANNE BENTELI

Erste Resultate der Ende des Vorjahres vom SRK angekündigten **«Look-back»-Studie** zur Ermittlung jener Personen, die vor 1985 durch eine verseuchte Blutkonserve mit dem HI-Virus kontaminiert wurden, zeigten, dass von den zwei Millionen Bluttransfusionseinheiten, die den Schweizer Spitälern zwischen 1982 und 1985 ausgeliefert wurden, 303 eventuell HIV-verseucht waren, wobei vorerst unklar blieb, wie viele von ihnen an Patienten abgegeben wurden. Zudem hatte das SRK im gleichen Zeitraum über 80 möglicherweise HIV-infizierte Blutkonserven nach New York, Griechenland und Saudiarabien exportiert. Im Spätsommer 1993 gestand das SRK erstmals ein, noch während zehn Monaten nach der Einführung eines zuverlässigen AIDS-Tests unkontrollierte Blutpräparate abgegeben zu haben. Das SRK schloss nicht aus, dass von den zwischen Juli 1985 und April 1986 ausgelieferten 5800 Fläschchen mit Gerinnungspräparaten unter Umständen rund tausend mit dem HI-Virus kontaminiert gewesen seien. Es begründete sein damaliges Vorgehen mit einem drohenden Versorgungsengpass bei den für Hämophile lebenswichtigen Produkten.¹⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1993
MARIANNE BENTELI

Im Berichtsjahr wurden dem BAG **684 neue AIDS-Fälle** gemeldet. Darunter befanden sich 531 Männer und 153 Frauen. In 240 Fällen handelte es sich um homo- oder bisexuelle Männer (35.1%) und in 293 Fällen um Drogensüchtige (42.8%, davon 198 Männer und 95 Frauen). AIDS ist heute zur zweithäufigsten Todesursache der 25- bis 44jährigen geworden.²⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.03.1994
MARIANNE BENTELI

Ende März 1994 wurden die **Ergebnisse der «Look-back»-Studie** zur HIV-Infektion publiziert. Demnach haben sich zu Beginn der 1980er Jahre schätzungsweise zwischen 80 und 90 Personen über Bluttransfusionen mit dem AIDS-Virus angesteckt. 52 davon wurden vom «Look-back» erfasst, wobei in 49 Fällen die HIV-Infektion bereits vor der Durchführung der Untersuchung bekannt war. BAG und SRK mussten sich in der Folge den Vorwurf gefallen lassen, die Eruierung erst viel zu spät durchgeführt und so die Weiterverbreitung von AIDS nicht genügend konsequent bekämpft zu haben. Die Studie zeigte bedenkliche Lücken in der Dokumentation von Blutkonserven. Bei 59 von insgesamt 396 potentiell kontaminierten Chargen war der Blutspendedienst des SRK ausserstande zu sagen, an welches Spital sie geliefert worden waren. In einem Fünftel der schliesslich gut 300 in die Studie aufgenommenen Fälle konnte wegen unvollständiger, unauffindbarer oder vernichteter Dokumentation nicht mehr ausgemacht werden, ob und wem das fragliche Plasma transfundiert wurde. Gestützt auf mehrere Anzeigen von Personen, die sich durch Blutprodukten des SRK mit dem HI-Virus angesteckt haben, eröffnete ein Genfer Untersuchungsrichter das Strafverfahren gegen den ehemaligen Leiter des SRK-Zentrallabors.²¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 29.12.1994
MARIANNE BENTELI

Die **AIDS-Epidemie** hat in der Schweiz in den letzten zehn Jahren die **Mortalität bei Personen im Alter von 25 bis 44 Jahren** stark beeinflusst. Dies ergab eine vom Bundesamt für Statistik zusammen mit dem BAG durchgeführte Analyse der neun häufigsten Todesursachen. Sowohl bei den Männern wie bei den Frauen im fraglichen Alter hatte AIDS 1982 die neunte und damit letzte Position belegt. 1993 war AIDS bei den Männern nach den Unfällen die zweithäufigste und bei den Frauen nach den Krebserkrankungen und der Selbsttötung die dritthäufigste Todesursache. Mit einer kumulativen Rate von 508.7 AIDS-Fällen pro Million Einwohner nahm die Schweiz Ende 1993 in Europa die zweite Position nach Spanien und vor Frankreich ein. Angesichts dieser Tatsachen unterstrich das BAG die Notwendigkeit, wirksame Massnahmen zur Prävention von HIV-Infektionen langfristig weiterzuführen. Die im Vorjahr lancierte Pilotstudie zu anonymen AIDS-Massentests wurde aus Spargründen vorläufig auf Eis gelegt, da sich Aufwand und Ertrag nicht die Waage hielten.²²

Sozialversicherungen

Sozialversicherungen

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.2015
ANJA HEIDELBERGER

Die **Gesamtrechnung der Sozialversicherungen (GRSV) 2015** verdeutlicht die Problematik im Bereich der Sozialversicherungen: Während die Einnahmen 2015 um 0.4 Prozent anstiegen, nahmen die Ausgaben um 3.2 Prozent zu. Der Bericht wies die Soziallastquote, also den Anteil aller Sozialversicherungseinnahmen am BIP als Mass der relativen Belastung der Volkswirtschaft durch Sozialversicherungseinnahmen, sowie die Sozialleistungsquote, also den Anteil aller Sozialversicherungsausgaben am BIP als Mass der durch die Empfänger von Sozialleistungen beanspruchten Wirtschaftsleistung, aus. Beide Werte waren im Fünfjahresvergleich angestiegen: die Soziallastquote von 25.2 Prozent (2010) auf 26.9 Prozent (2015) und die Sozialleistungsquote von 19.6 Prozent auf 20.9 Prozent. Während sich dabei das Wachstum der Soziallastquote seit 2013 verringert hatte, verstärkte sich dasjenige der Sozialleistungsquote 2015 nochmals deutlich. Das stärkste Wachstum auf Ausgabenseite wiesen 2015 die Krankenkassen mit über 6 Prozent auf, gefolgt von der ALV mit über 5 Prozent. Weniger starke Anstiege verzeichneten hingegen die AHV- und Pensionskassen-Ausgaben, deren Ausgabenvolumen die grössten Anteile an der Gesamtrechnung ausmachten. Detailliertere Berichte zu den Jahresergebnissen der verschiedenen Sozialversicherungszweige finden sich in den Artikeln zur AHV, IV, EO, ALV sowie zur beruflichen Vorsorge.²³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.2016
ANJA HEIDELBERGER

Anders als im Vorjahr, als die Ausgaben der Sozialversicherungen deutlich stärker angestiegen waren als ihre Einnahmen, wuchsen die Einnahmen in der **Gesamtrechnung der Sozialversicherungen (GRSV) 2016** mit 1.3 Prozent leicht stärker an als die Ausgaben mit 1.1 Prozent. Die Einnahmen aller Sozialversicherungen in der Höhe von CHF 177 Mrd. übertrafen zudem die Ausgaben leicht (CHF 159 Mrd.). Insgesamt wiesen die Sozialversicherungen Ende 2016 ein Gesamtkapital von CHF 922 Mrd. oder 140 Prozent des BIP (CHF 659 Mrd.) auf. Die Sozialleistungsquote, also der Anteil aller Sozialversicherungsausgaben am BIP, lag bei 21.2 Prozent und übertraf damit gar den Spitzenwert aus dem Vorjahr. Detailliertere Berichte zu den Jahresergebnissen der verschiedenen Sozialversicherungszweige finden sich in den Artikeln zur AHV, IV, EO, EL, ALV sowie zur beruflichen Vorsorge.²⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.2017
ANJA HEIDELBERGER

2017 betragen die Einnahmen aller Sozialversicherungen in der **Gesamtrechnung der Sozialversicherungen (GRSV)** CHF 182 Mrd. (2016: 177 Mrd.) und übertrafen damit ihre Ausgaben in der Höhe von CHF 162 Mrd. (2016: 159 Mrd.) um CHF 20 Mrd. Wie im Vorjahr waren zudem die Einnahmen (2017: 3.2%, 2016: 1.3%) stärker angestiegen als die Ausgaben (2017: 1.7%, 2016: 1.1%). Das Gesamtkapital der Sozialversicherungen betrug damit Ende 2017 CHF 998 Mrd. und war somit verglichen mit dem Vorjahr deutlich angewachsen (2016: CHF 922 Mrd.). Die Sozialleistungsquote, die den Anteil aller Sozialversicherungsausgaben am BIP widerspiegelt, kam bei 21.2 Prozent zu liegen. Detailliertere Berichte zu den Jahresergebnissen der verschiedenen Sozialversicherungszweige finden sich in den Artikeln zur AHV, IV, EO, EL, ALV sowie zur beruflichen Vorsorge.²⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 30.12.2018
ANJA HEIDELBERGER

Die Einnahmen in der **Gesamtrechnung der Sozialversicherungen (GRSV) 2018** in der Höhe von CHF 184 Mrd. überstiegen deren Ausgaben mit CHF 164 Mrd. deutlich, hatten sich im Vergleich zum Vorjahr jedoch nur leicht verändert (2017: Ausgaben: CHF 162 Mrd., Einnahmen: CHF 182 Mrd.). Übertraf 2017 zudem das Einnahmenwachstum das Ausgabenwachstum, nahmen 2018 die Ausgaben deutlich stärker zu (2018: 1.5%, 2017: 1.7%) als die Einnahmen (2018: 0.6%, 2017: 3.2%). Insgesamt wiesen die Sozialversicherungen Ende 2017 ein Gesamtkapital von CHF 983 Mrd. auf und hatten somit gegenüber dem Vorjahr, als das Gesamtkapital noch CHF 998 Mrd. betrug, an Wert verloren. Der Grossteil dieses Gesamtkapitals, nämlich CHF 865 Mrd., stammte aus der beruflichen Vorsorge (2017: CHF 886 Mrd.). Die Sozialleistungsquote sank zum ersten Mal seit 2012 im Vergleich zum Vorjahr leicht (2018: 20.9%, 2017: 21.2%). Detailliertere Berichte zu den Jahresergebnissen der verschiedenen Sozialversicherungszweige finden sich in den Artikeln zur AHV, IV, EO, EL, ALV sowie zur beruflichen Vorsorge.²⁶

Arbeitslosenversicherung (ALV)

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.1994
MARIANNE BENTELI

Die **Schulden der Arbeitslosenversicherung** wuchsen im Berichtsjahr auf den **Rekordstand von 6,3 Mia. Fr.** an (1993: 4,1 Mia. Fr.). Die laufende Rechnung schloss mit einem Defizit von 2,24 Mia. Fr. und damit um 190 Mio. Fr. besser als im Vorjahr ab. Bei einem Jahresmittel von rund 171'000 Erwerbslosen und einer durchschnittlichen Arbeitslosenquote von 4,7% wurden 1994 insgesamt 4,2 Mia. Fr. an Arbeitslosenentschädigungen ausbezahlt (1993: über 4,3 Mia. Fr.). Für Kurzarbeits- und Schlechtwetterentschädigung wurden 530 Mio. Fr. (880 Mio. Fr.) und für Insolvenzenschädigungen 61 Mio. Fr. (66 Mio. Fr.) ausgeschüttet. Die Präventivmassnahmen schlugen mit 322 Mio. Fr. zu Buche gegenüber 137 Mio. Fr. im Vorjahr. Allein für die Verzinsung der gewährten Darlehen mussten 238 Mio. Fr. aufgewendet werden. Die gesamten Ausgaben der ALV beliefen sich auf 6,13 Mia. Fr. (1993: 6,2 Mia.), die Erträge stiegen - als erstes Zeichen des einsetzenden Aufschwungs - von 3,77 auf 3,89 Milliarden Franken.²⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 12.12.1995
MARIANNE BENTELI

Dank der im Vorjahr vom Parlament im Rahmen der dringlichen Entlastungen im Voranschlag 1995 beschlossenen Erhöhung des Beitragssatzes für die Lohnsummen bis 97'200 Fr. von 2% auf 3% und aufgrund tieferer Arbeitslosenzahlen schrieb die ALV erstmals seit fünf Jahren wieder schwarze Zahlen und schloss mit einem **Überschuss von rund einer Viertelmilliarde Franken** ab. Zusammen mit dem ab 1996 erhobenen Solidaritätsbeitrag von einem Prozent auf den Einkommen zwischen 97'200 und 243'000 Fr. dürfte damit Ende 1998 wie vorgesehen der aufgelaufene Fehlbetrag abgetragen sein. Mit der Neuausrichtung der ALV - insbesondere mit dem Wechsel von passivem Taggeldbezug zu aktiver Arbeitsmarktpolitik - wird sich aber eine Neuverschuldung ergeben, die nicht abgesichert ist. Gemäss BIGA-Direktor Nordmann befasst sich deshalb eine Arbeitsgruppe mit neuen Möglichkeiten der ALV-Finanzierung. Die Arbeiten müssten mit den Neuberechnungen aller Sozialwerke im EDI koordiniert werden, namentlich mit Rücksicht auf einen mehrheitstauglichen Einnahmenmix aus Lohnabzügen und Steuererhöhungen.²⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 18.10.1997
MARIANNE BENTELI

Wie nach jeder Abstimmung analysierte das Bundesamt für Statistik (BFS) die Ergebnisse aufgrund der Resultate in den Gemeinden. Hauptbefund war, dass **die Romandie ausnahmsweise einmal die Deutschschweiz überstimmt** hatte, und dass die Unterschiede unter den Gemeinden sehr stark ausgeprägt waren. Nein sagten Zentrumsstädte und Regionen mit vielen Arbeitslosen, Ja stimmten reiche, agrarische und touristische Gemeinden. Der tiefste und der höchste Ja-Stimmenanteil lagen mit 25% bzw. 69% um ganze 44 Prozentpunkte auseinander. Die grösste Polarisierung war dabei entlang der Sprachgrenze zu verzeichnen: In den französischsprachigen Gemeinden stimmten im Mittel nur 32% zu, im Tessin 47% und in der Deutschschweiz 54%. Vorlagen mit ähnlich starker Polarisierung zwischen Romandie und Deutschschweiz betrafen in den letzten 15 Jahren - neben dem EWR-Beitritt und dem Schuljahresbeginn - vor allem agrar- und verkehrspolitische Themen. In einer sozialpolitischen Frage trat das Phänomen vorher erst einmal auf, nämlich 1994 beim knapp angenommenen KVG. Auch damals war eine gespaltene Deutschschweiz von einer geeinten Romandie überstimmt worden.²⁹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 27.11.1997
MARIANNE BENTELI

Gemäss der **Vox-Analyse** des Urnengangs trugen vor allem die **Frauen** und die **Jungen** zum ablehnenden Resultat bei. Das Stimmverhalten liess sich mit der **individuellen Arbeitssituation** recht gut erklären. Die Pensionierten (59% Ja-Stimmen), Selbständigerwerbenden (58%) sowie die Kader der Privatwirtschaft (54%) stimmten dem Sparbeschluss zu. Die meisten anderen Berufskategorien bildeten eine ablehnende Front, so die in der Privatwirtschaft Angestellten (52% Nein-Stimmen), die Kader und Angestellten des öffentlichen Sektors (67% bzw. 58% Nein) und die Lehrlinge (58%). Am deutlichsten verworfen wurde die geplante Kürzung der Arbeitslosentaggelder naheliegenderweise von den Erwerbslosen selbst (59% Nein-Stimmen). Die Frauen äusserten sich an den Urne skeptischer als die Männer. Nur 39% der befragten Frauen gaben an, für die Sparvorlage gestimmt zu haben; bei den Männern waren es 52%. Zudem wurde ein Generationenkonflikt sichtbar: Während bei den über 60-jährigen der Ja-Anteil klar überwog, lehnten die jüngeren Personen die Vorlage mehrheitlich ab, am deutlichsten die noch nicht 30-jährigen. Sehr klar trat bei der Nachbefragung ein klassischer Links-Rechts-Gegensatz hervor. Die Linke lehnte den Beschluss wuchtig ab (71% Nein), während die Rechte ihm genauso klar zustimmte. Das Gefälle zwischen den politischen Lagern trat in der Romandie deutlicher hervor als in der Deutschschweiz.³⁰

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 25.11.2002
MARIANNE BENTELI

Die **Vox-Analyse** zur Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes zeigte, dass das Abstimmungsverhalten weitgehend von der Partesympathie für die SP, deren Anhänger die Vorlage zu 77% ablehnten, und von den Vorstellungen der Rolle des Staates in der Wirtschaft bestimmt waren. Letzteres erklärt, weshalb die stärker die Staatsintervention setzenden SVP-Sympathisanten mit Ja-Stimmenanteilen von 67% die Revision wesentlich weniger deutlich annahmen als jene der FDP mit 88%. Weitere Verhaltensunterschiede traten in Bezug auf Alter, Sprachregionen und Erwerbstätigkeit auf. Am deutlichsten wurde die Vorlage von den über 60-jährigen Stimmberechtigten angenommen, die von der Revision nicht mehr betroffen sind, sowie von der Altersklasse der 18- bis 29-Jährigen, allerdings nur von denen, die im Arbeitsprozess integriert sind. Die Ablehnung in der Romandie wurde darauf zurückgeführt, dass die Linke dort insgesamt stärker ist als in der Deutschschweiz, sowie auf die im Durchschnitt doppelt so hohe Arbeitslosigkeit, weshalb es auch in der politischen Mitte und bei der Rechten mehr Nein-Stimmen gab. Ein Vergleich mit der 1997 für die Linke erfolgreichen Abstimmung gegen den dringlichen Bundesbeschluss zum AVIG vom Dezember 1996 zeigte, dass die Niederlage der Linken und Gewerkschaften auf die geringere Unterstützung durch die eigene Klientel zurückzuführen war. Besonders ausgeprägt fiel diese Aufweichung der Nein-Front in der Romandie aus, wo die Gewerkschaften 1997 noch auf eine fast 100%-ige Unterstützung der Linken hatten zählen können. Die zweite auffallende Veränderung im Stimmverhalten war das Verschwinden des Unterschieds zwischen Frauen und Männern, der 1997 noch 13 Prozentpunkte betragen hatte. Während damals die Frauen, egal ob erwerbstätig oder nicht, deutlich gegen die Revision gestimmt hatten, verhielten sie sich diesmal gleich wie die Männer.

Auf Antrag des EVD beschloss der Bundesrat Ende November, die AVIG-Revision auf der Beitragsseite vorzuziehen und die Lohnbeiträge auf den 1. Januar 2003 entsprechend zu senken.³¹

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2003
MARIANNE BENTELI

Die Wirtschaftsflaute zeigte auch Auswirkungen auf die Rechnung der Arbeitslosenversicherung. Gemäss ersten Schätzungen des Seco schloss das Rechnungsjahr bei Prämieinnahmen von CHF 5,7 Mrd. (2002: CHF 6,8 Mrd.) und einem Gesamtertrag von CHF 6,4 Mrd. (CHF 7,2 Mrd.) sowie einem Gesamtaufwand von CHF 7,2 Mrd. (CHF 5,2 Mrd.) mit einem **Aufwandüberschuss von CHF 0,8 Mrd.** (2002: Ertragsüberschuss CHF 2,0 Mrd ab).³²

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2012
FLAVIA CARONI

Das im April des Vorjahres eingeführte **revidierte Arbeitslosenversicherungsgesetz** zeigte im Berichtsjahr erstmals Wirkung. Gemäss Angaben des Staatssekretariats für Wirtschaft Seco sparte der Bund in zwölf Monaten rund 350 Mio. Franken. Zudem blieb die Anzahl Arbeitsloser, die sich nach der Aussteuerung auf dem Sozialamt anmeldeten, geringer als erwartet.³³

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2012
FLAVIA CARONI

Im April publizierte **Kennzahlen** zeigten, dass **2012** bei der **Arbeitslosenversicherung** (ALV) im Jahresdurchschnitt 125'594 Personen registriert waren, was einer Quote von 2,9% entspricht. Bei Gesamtaufwendungen von rund CHF 5,78 Mrd. und Einnahmen von rund 6,94 Mrd. resultierte ein Überschuss von CHF 1,16 Mrd., womit ein Darlehen von 1 Mrd. an den Bund zurückbezahlt werden konnte. Die Schulden der ALV belaufen sich damit noch auf CHF 5 Mrd.³⁴

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2013
FLAVIA CARONI

Bei der **Arbeitslosenversicherung** standen **2013** Einnahmen von rund CHF 6,9 Mrd. (-1% im Vergleich zum Vorjahr) Ausgaben von rund CHF 6,3 Mrd. (+ 8,7%) gegenüber; es resultierte ein **Rechnungssaldo** von CHF 587 Mio. Der grösste Teil der Einnahmen stammte von Beiträgen der Versicherten und Arbeitgeber, 9% stammten von der öffentlichen Hand. Die Verwaltungs- und Durchführungskosten machten 10,7% der Gesamtausgaben aus.³⁵

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2014
FLAVIA CARONI

Im Jahr 2014 hatte die Arbeitslosenversicherung ein Total von CHF 7,26 Mrd. an Einnahmen aus Beiträgen der Versicherten und der Arbeitgeber, Beiträgen der öffentlichen Hand und weiteren Quellen erwirtschaftet, ein Zuwachs um rund 2,6% gegenüber dem Vorjahr. Die Ausgaben dagegen waren gegenüber 2013 kaum angestiegen und beliefen sich auf CHF 6,523 Mrd. Damit ergab sich ein **positives Ergebnis** von CHF 737 Mio. für 2014. 302'900 Personen hatten zu irgend einem Zeitpunkt im Jahr 2014 Leistungen der Arbeitslosenversicherung bezogen, und zwar für eine Dauer von im Schnitt 92 Tagen.³⁶

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2015
ANJA HEIDELBERGER

Die **Jahresrechnung 2015 der Arbeitslosenversicherung (ALV)** wies einen Überschuss von CHF 0,61 Mrd. bei einem Gesamtertrag von CHF 7,42 Mrd. und einem Gesamtaufwand von CHF 6,81 Mrd. auf. Dadurch konnten Darlehen von CHF 0,7 Mrd. zurückbezahlt werden, womit die Darlehensschulden Ende 2015 bei CHF 2,6 Mrd. zu liegen kamen. 2015 waren durchschnittlich 142'810 Arbeitslose bei der ALV registriert, was ungefähr der Arbeitslosenquote des Vorjahrs entspricht (2015: 3,3%, 2014: 3,2%). Am stärksten angestiegen gegenüber dem Vorjahr waren die Kurzarbeitsentschädigungen (von CHF 47,7 Mio. auf CHF 96,3 Mio.), die sich in etwa verdoppelt hatten. Dennoch lag die Höhe dieser Entschädigungen noch deutlich unter den Rekordwerten von 2009, als sie knapp CHF 1 Mrd. ausmachten. Ohnehin stellten sie verglichen mit den Arbeitslosenentschädigungen in der Höhe von CHF 5,9 Mrd. einen vergleichsweise kleinen Posten dar. Letztere waren verglichen mit dem Jahr 2014 um 5,6 Prozent angestiegen.³⁷

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2016
ANJA HEIDELBERGER

Die **Arbeitslosenversicherung** (ALV) verzeichnete in der **Jahresrechnung 2016** einen Überschuss von CHF 156 Mio., wobei Einnahmen in der Höhe von CHF 7,58 Mrd. Ausgaben von CHF 7,42 Mrd. gegenüberstanden. Damit konnten der Bundestresorerie Darlehen in der Höhe von CHF 100 Mio. zurückbezahlt werden. Die Einnahmen nahmen gegenüber 2015 um 3,1 Prozent zu, die Ausgaben um 5,4 Prozent. Die Anzahl bei der ALV registrierter Arbeitsloser stieg gegenüber dem Vorjahr um 4 Prozent an (2016: 149'317, 2015: 142'810), die Arbeitslosenquote blieb jedoch in etwa stabil (3,3 Prozent). Folglich zahlte die ALV auch einen höheren Absolutbetrag an Arbeitslosenentschädigungen aus (2016: CHF 5,66 Mrd., 2015: CHF 5,18 Mrd.). Deutlich stiegen wie bereits im Vorjahr die Ausgaben für Kurzarbeitsentschädigungen an (2016: CHF 143 Mio., 2015: CHF 96 Mio., 2014: CHF 48 Mio.).³⁸

STUDIEN / STATISTIKEN
DATUM: 31.12.2017
ANJA HEIDELBERGER

Der Ausgleichsfonds der **Arbeitslosenversicherung verzeichnete 2017 einen Überschuss** von CHF 401 Mio. (2016: CHF 156 Mio.) und übertraf damit das Budget 2017 um CHF 150 Mio. Dadurch konnten der Bundestresorerie Darlehen in der Höhe von CHF 300 Mio. zurückbezahlt werden. Der Gesamtaufwand von CHF 7,32 Mrd. (2016: CHF 7,42 Mrd.) bestand hauptsächlich aus den Arbeitslosenentschädigungen in der Höhe von CHF 5,53 Mrd., die im Vergleich zum Vorjahr (2016: 5,66 Mrd.) gesunken waren. Gleichzeitig war die durchschnittliche Anzahl bei der ALV registrierter Arbeitsloser gegenüber dem Vorjahr von 149'317 oder 3,3 Prozent der Gesamtbevölkerung auf 143'142 oder 3,2 Prozent gesunken. Die übrigen Kostenpunkte für arbeitsmarktliche Massnahmen (2017: CHF 637 Mio., 2016: CHF 636 Mio.), bilaterale Abgeltungen (2017: CHF 243 Mio., 2016: 212 Mio.) sowie Verwaltungskosten (2017: CHF 728 Mio., 2016: 719

Mio.) fielen grösstenteils in ähnlicher Grössenordnung aus wie in den Jahren zuvor, einzig die Kurzarbeitsentschädigungen (2017: CHF 91 Mio., 2016: CHF 143 Mio.) und die Schlechtwetterentschädigungen (2017: CHF 55 Mio., 2016: CHF 24 Mio.) sanken respektive stiegen im Vergleich zum Vorjahr deutlich, machten jedoch nur einen kleinen Anteil des Gesamtbetrags aus.³⁹

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 31.12.2018
ANJA HEIDELBERGER

Noch grösser als in den Vorjahren (z.B. 2017) fiel der Überschuss des Ausgleichsfonds der **Arbeitslosenversicherung 2018** aus: Sie verzeichnete in diesem Jahr CHF 1.17 Mrd. mehr an Einnahmen, als sie Ausgaben getätigt hatte. Sie schnitt damit deutlich besser ab, als im Budget 2018 erwartet worden war. Im Vergleich zum Vorjahr war der Gesamtertrag leicht gestiegen (2018: CHF 7.86 Mrd., 2017: 7.72 Mrd.), den Unterschied machten jedoch die deutlich gesunkenen Gesamtaufwendungen (2018: 6.69 Mrd., 2017: 7.32 Mrd.). Erklärt werden kann dies durch die vergleichsweise tiefe Zahl an Arbeitslosen, die im Jahresdurchschnitt bei der ALV registriert waren: 2017 belief sich diese Zahl auf 143'142 oder 3.2 Prozent der Bevölkerung, 2018 nur noch auf 118'103 Arbeitslose oder 2.6 Prozent. Im Laufe des Jahres vermeldeten entsprechend auch die Medien, dass die Arbeitslosenquote einen Tiefststand erreicht habe. Im Juni 2018 betrug diese gar nur 2.4 Prozent, was gemäss Tages-Anzeiger einen Zehnjahrestiefststand markierte. Mit diesem Überschuss konnte die ALV schliesslich Darlehen von CHF 1.1 Mrd. an die Bundestresorie zurückzahlen; die Darlehensschulden betragen nun insgesamt noch CHF 1.1 Mrd. und sollten gemäss SECO bis Ende 2019 vollständig zurückbezahlt werden können.⁴⁰

STUDIEN / STATISTIKEN

DATUM: 01.08.2020
ANJA HEIDELBERGER

Im Rahmen der Corona-Krise wurden Kurzarbeitsentschädigungen deutlich häufiger genutzt als jemals zuvor: Zwischen den Jahren 2000 bis 2019 wurde durchschnittlich 9'451 Personen pro Monat Kurzarbeit zugesprochen, betroffen waren dabei durchschnittlich 56.6 Arbeitsstunden pro Person und Monat. Je nach Jahr schwankten diese Werte jedoch beträchtlich: Im Jahr 2017 bezogen nur durchschnittlich 752 Personen Kurzarbeitsentschädigung; mit Abstand am höchsten war die Anzahl KAE-Beziehende vor Corona im Jahr 2009 mit durchschnittlich 67'197 Personen und 53 Arbeitsstunden pro Person und Monat. In den Monaten Mai und Juni 2009 waren gar über 90'000 Personen à 52 Arbeitsstunden von Kurzarbeit betroffen. Zwischen Februar und März 2020 stieg die Anzahl Personen mit Kurzarbeit aufgrund der Corona-Massnahmen schlagartig von 4'048 auf 782'436 an (wobei die Zahlen für das Jahr 2020 erst provisorisch sind, da sie auf den Anmeldungen, nicht auf den Abrechnungen basieren). Ihren bisherigen Rekordwert erreichte die Anzahl Personen mit KAE im April 2020, als über eine Million Personen zum Bezug von Kurzarbeitsentschädigungen angemeldet waren (1'077'041 à 84 Arbeitsstunden). Der April markierte nicht nur bezüglich Anzahl angemeldeter Personen, sondern auch bezüglich ausgefallener Arbeitsstunden pro Person einen absoluten Höchstwert. Von Mai bis Juli 2020 liessen diese Werte kontinuierlich nach, im Juli 2020 waren noch 347'638 Personen à 59 Arbeitsstunden angemeldet.⁴¹

1) Lit. Gächter; Presse vom 5.9.06.

2) Communiqué de presse SECO; SECO-Rapport sur le chômage en Suisse 2015

3) Communiqué de presse OFS; OFS-Enquête suisse sur la population active 2016; Rapport du SECO- Le chômage en Suisse 2016; Lib, 9.1.16; LMD, LT, 10.2.16; TG, 9.3.16; BaZ, 9.4.16; NZZ, 11.5.16; LZ, TG, 10.6.16; TG, 31.10.16; LZ, 10.12.16

4) Communiqué de presse SECO; Communiqué de presse du Conseil fédéral; SECO (2017). Sondage.

5) Rapport OFS du 24.8.18; Rapport du SECO du 14.9.18; LZ, 10.2.17; LT, 8.4.17; LZ, 9.6., 8.7.17; LT, 9.8.17; LZ, 9.9., 11.10.17; LT, LZ, 10.1.18

6) Rapport OFS du 18.07.19; Rapport OFS du 9.8.19; TG, 10.3.18; AZ, NZZ, 10.4.18; LT, 9.5., 8.6., 10.8.18; AZ, 9.10.18; SGT, 11.12.18; LT, TG, 9.1.19; LT, 10.1.19

7) Communiqué de presse OFS du 13.2.20; Communiqué de presse du SECO du 10.1.20; Rapport SECO du 10.1.20; LT, 8.3.19; NZZ, 10.4.19; SGT, 8.6.19; LT, 10.7., 10.9., 16.11.19; TG, 10.12.19; AZ, TA, 11.1.20

8) Communiqué de presse du Conseil fédéral du 8.1.21; LT, 7.4., 8.4., 8.5., 10.6.20; Lib, 19.6., 10.7.20; So-Bli, 2.8.20; Lib, 11.8., 1.9.20; AZ, NZZ, TA, 10.9.20; NZZ, 7.10.20; LT, NZZ, 9.10.20

9) Presse vom 2.2.10.

10) Presse vom 30.1.91.

11) Lit. Harding e.a.; Bulletin des BAG, 1991, S. 10 ff.; BÜZ und Suisse, 23.1.91; Aids Infolhek, 1991, Nr. 3, S. 1 ff. und 20 ff.

12) Dritter Evaluationsbericht der Aids-Präventionsstrategie in der Schweiz 1989/90, Bern 1991; Bulletin des BAG, S. 261 ff.; Presse vom 7.5.91., LNN, 8.8.91

13) Bund, 19.6.92.; NZZ, 10.10.91; Suisse, 1.12.91.

14) Presse vom 25.11.91., Amtl. Bull. NR, 1991, S. 2186 und 2282.

15) Bulletin des BAG, 1992, S. 18 ff.; Presse vom 29.1.92., Verhandl. B.vers., 1991, VI, S. 78

16) Bund, 23.6.92; Presse vom 18.11.92. Presse vom 26.5.92; TA, 27.5. und 4.7.92; WoZ, 5.6.92; Ww, 18.6.92; NQ, 23.7.92. BÜZ, 27.5.92

17) BAG-Bulletin, 1993, S. 18 ff.

18) BAG-Bulletin, 1993, S. 262 ff.; Presse vom 21.4.93.

19) BZ, 29.1.92; Presse vom 30.4., 15.5., 5.6. und 9.8.93; Ww, 20.5.93; NQ, 26.8.93; NZZ, 23.9.93.

20) 24 Heures, 30.10.93; Presse vom 1.2.94.

- 21) Presse vom 30.3.94., Presse vom 10.5.94; NQ, 7.10.94
- 22) BAG-Bulletin, 1994, Nr. 46, S. 785 ff.; Presse vom 29.12.94., NZZ, 19.9.94
- 23) Gesamtrechnung der Sozialversicherungen 2015
- 24) Gesamtrechnung der Sozialversicherung 2016 2017
- 25) Hauptresultate der Gesamtrechnung der Sozialversicherungen 2017
- 26) Hauptresultate der Gesamtrechnung der Sozialversicherungen 2018
- 27) Presse vom 9.5.95; "S. Schnyder (1995). Weiterer Ausbau des Angebots an arbeitsmarktlichen Massnahmen" in Die Volkswirtschaft, 68, Nr. 1, S. 48 ff.
- 28) AS, 1996, S. 811 ff.; Bund, 12.12.95; Presse vom 31.5.96.
- 29) Presse vom 18.10.97.
- 30) D. Wisler / L. Marquis / M. Bergman, Analyse der eidgenössischen Abstimmungen vom 28 September 1997, (Vox Nr. 62), Genf 1997.
- 31) Hans Hirter / Wolf Linder, Analyse der eidgenössischen Abstimmungen vom 24. November 2002, Vox Nr. 79, Bern 2002.; Presse vom 30.11.02.
- 32) Presse vom 9.1.2004.
- 33) TA, 10.7.12.
- 34) NZZ, 10.4.13
- 35) Website des Bundesamts für Sozialversicherungen
- 36) Schweizerische Sozialversicherungsstatistik 2015; NZZ, 13.4.15
- 37) Jahresbericht ALV vom 1.5.16; Medienmitteilung Seco vom 8.4.16
- 38) Abschluss ALV vom 7.4.17
- 39) Medienmitteilung SECO vom 9.4.18
- 40) Medienmitteilung SECO vom 9.4.19; TA, 10.7., 6.10., 14.11.18, 10.4.19
- 41) Abgerechnete Kurzarbeit ab 2000